

La Mission du FMI conclut les discussions de 2019 avec les autorités régionales de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

le 24 janvier 2019

L'inflation est restée faible, du fait de l'ancrage du franc CFA à l'Euro mais aussi d'une offre suffisante de produits vivriers et de la faible répercussion moyenne de la hausse des cours mondiaux du pétrole sur les prix intérieurs de produits pétroliers

Les efforts de consolidation budgétaire auraient permis au déficit budgétaire consolidé de passer de 4,3% du PIB en 2017 à 3,9% du PIB en 2018.

La croissance reste cependant sujette à des risques baissiers, y compris le risque de retards dans la mise en place des programmes de réformes nationaux, celui de nouveaux défis sécuritaires, ainsi que les incertitudes relatives à la croissance mondiale et aux conditions sur les marchés financiers internationaux.

Une équipe du Fonds Monétaire International (FMI) conduite par Madame Céline Allard a visité Ouagadougou, Abidjan, Dakar et Cotonou entre le 10 et le 24 janvier 2019 pour des discussions avec les institutions de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) sur les politiques communes de ses pays membres.

À la fin de la mission, Madame Allard a fait la déclaration suivante :

« La croissance économique régionale a dépassé 6% en 2018 pour la septième année consécutive, malgré une détérioration des termes de l'échange et la persistance de défis sécuritaires dans certains pays-membres. L'inflation est restée faible, compte tenu de l'ancrage du franc CFA à l'Euro mais aussi d'une offre suffisante de produits vivriers et de la faible répercussion moyenne de la hausse des cours mondiaux du pétrole sur les prix intérieurs de produits pétroliers. Les efforts de consolidation budgétaire auraient permis au déficit budgétaire consolidé de passer de 4,3% du PIB en 2017 à 3,9% du PIB en 2018. Les termes de l'échange défavorables ont contribué à une hausse du déficit du compte courant extérieur. La dette publique et le service de la dette se sont accrus, reflétant les niveaux encore élevés des déficits budgétaires et d'autres opérations des Trésors nationaux. La couverture des réserves de change en mois d'importations est passé de 3,9 à fin 2017 à 4,3 à fin 2018, une

augmentation facilitée par les émissions d'Euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui ont également contribué à atténuer les tensions sur la liquidité bancaire. Dans un contexte d'importantes réformes du cadre prudentiel et réglementaire, le secteur bancaire a continué d'enregistrer de bons résultats, malgré la persistance de zones de vulnérabilité.

« Les perspectives restent favorables mais sont sujettes à des risques baissiers. La croissance économique devrait rester supérieure à 6% sur le moyen terme, dans un contexte où tous les pays de l'UEMOA se sont fortement engagés à mettre en œuvre des programmes nationaux d'assainissement budgétaire et de développement visant à améliorer la compétitivité et renforcer la dynamique de l'investissement privé. Les principaux risques pesant sur cette perspective incluent le risque de retards dans la mise en place des programmes de réformes nationaux, celui de nouveaux défis sécuritaires, ainsi que les incertitudes relatives à la croissance mondiale et aux conditions sur les marchés financiers internationaux.

« L'ajustement des déficits budgétaires nationaux vers le critère de convergence de l'UEMOA de 3% du PIB à partir de cette année mais aussi une meilleure maîtrise des autres sources d'accroissement de la dette publique sont cruciaux pour assurer la stabilité macroéconomique et soutenir la croissance. La consolidation budgétaire nécessitera d'accroître la mobilisation des ressources intérieures pour permettre également de créer l'espace budgétaire nécessaire pour répondre de manière soutenable aux importants besoins de développement, y compris en matière d'investissement en infrastructures et de dépenses sociales et de sécurité.

« Au vu de l'évolution positive des réserves de change, la mission a évalué que l'orientation actuelle de la politique monétaire était appropriée, tout en soulignant que la BCEAO devait garder une flexibilité d'ajustement de ses opérations de politique monétaire en cas de changements importants. La transmission de la politique monétaire serait renforcée par une liquidité et une profondeur accrues du marché secondaire des titres et du marché interbancaire qui sont essentielles au développement du marché financier régional et donc du secteur privé.

« La mission a noté avec satisfaction que la première année d'introduction d'importantes réformes pour moderniser le secteur financier, conformément aux principes de Bâle II et III, s'est bien déroulée. Ces réformes incluent l'augmentation graduelle, sur plusieurs années, du capital minimum requis pour les établissements bancaires, l'introduction d'un nouveau plan comptable, le renforcement de la supervision consolidée des groupes bancaires, la mise en place d'un cadre de résolution bancaire renforcé ainsi que d'un fonds de garantie des dépôts et de résolution. La mise en œuvre effective de ces importantes réformes devrait rendre le système financier plus stable et plus résilient face aux chocs et lui donner plus d'espace pour financer le développement des économies de l'UEMOA.

« L'équipe du FMI exprime sa gratitude aux autorités et à tous les interlocuteurs qu'elle a rencontrés pour des discussions sincères et constructives ainsi que pour leur hospitalité légendaire. »

Département de la communication du FMI

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

ATTACHÉ DE PRESSE: LUCIE MBOTO FOU DA

TÉLÉPHONE:+1 202 623-7100

COURRIEL: MEDIA@IMF.ORG